

**Bureau
du coroner**

Québec 

BUREAU DU CORONER

**CONSULTATIONS PARTICULIÈRES
PROJET DE LOI 46
LOI CONCERNANT
LES ENQUÊTES POLICIÈRES INDÉPENDANTES**

**NOTES D'ALLOCUTION DU
D^{re} LOUISE NOLET, CORONER EN CHEF**

**SÉANCE DE LA COMMISSION DES INSTITUTIONS
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
DU 1^{er} MARS 2012**

Les gardiens des plaidoyers de la Couronne, en latin « coronarius ou coronator », puis en anglais « crowners » ou « coroners », étaient de riches chevaliers qui bénéficiaient d'une nomination viagère à une charge bénévole.

Le premier article de loi retraçant la création formelle de cette institution apparaîtra en 1194, soit près de 20 ans avant la Grande Charte, à l'origine du parlementarisme britannique pratiqué ici aujourd'hui.

Je passerai sous silence la liste très longue des tâches qui étaient confiées aux coroners médiévaux pour souligner seulement que dès leur début, ils étaient chargés de tenir des enquêtes sur les causes et circonstances de la mort des personnes retrouvées sans vie dans le territoire où ils officiaient.

Par la suite, le rôle du coroner évolua tant et si bien qu'il devint, vers les 18^e et 19^e siècles, un élément essentiel du système de justice criminelle. À la conquête, le régime britannique incorpora la fonction de coroner dans ce qui allait devenir la province de Québec. Durant un certain temps, les coroners continuèrent de jouer un grand nombre de rôles.

Déjà, à l'époque, on attendait d'une enquête du coroner qu'elle puisse permettre de découvrir la cause d'un décès, incluant l'homicide, la mésaventure ou le suicide. Mais de plus, dans le cas d'un meurtre, le coroner était alors

responsable de la préparation d'un compte rendu de la preuve en vue d'un procès devant jury. Les pouvoirs du coroner allaient même jusqu'à l'ordonnance de détention d'un individu en attente de procès, ainsi que la tenue de ce qui deviendrait plus tard l'enquête préliminaire, telle que nous la connaissons aujourd'hui.

Le Code criminel, adopté au Canada en 1892, allait marquer le commencement de la fin de nos responsabilités dans le domaine de la répression du crime. Le développement des processus judiciaires, la mise en place de corps policiers et les nouvelles méthodes d'enquête ont fait disparaître les fonctions et devoirs du coroner en matière criminelle. Le coroner transmet maintenant systématiquement toute problématique pénale ou criminelle aux agents de la paix et au Directeur des poursuites criminelles et pénales.

Qu'à cela ne tienne, rassurez-vous, il reste amplement de travail à accomplir pour les coroners du Québec.

Le projet de loi 46 vous est soumis pour étude dans un contexte très particulier. Bien qu'il ne soit pas de mon intention de commenter des enquêtes publiques en cours, cas dont les coroners concernés sont encore saisis, je crois tout de même pertinent de vous soumettre quelques chiffres sur les décès signalés aux coroners, qui sont survenus à l'occasion d'opérations policières entre 2000 et 2010. Si vous le voulez bien, nous aurons l'occasion d'en discuter lors de la période des échanges qui suivra.

L'investigation est un processus privé au cours duquel le coroner, sur la foi d'une preuve documentaire, doit répondre aux cinq questions suivantes :

- l'identité de la personne décédée;
- le lieu;
- la date;
- les causes;
- et les circonstances de son décès.

Le coroner peut également faire toute recommandation visant une meilleure protection de la vie humaine.

Avant même que ne débute le processus d'enquête publique, l'un des gages de son succès viendra de la qualité du processus d'investigation qui aura été entamé ou complété auparavant.

À vrai dire, plus le coroner investigateur et ses partenaires de la police, des sciences judiciaires et de la médecine légale auront été rigoureux dans la cueillette de l'information, moins la nécessité d'une enquête publique se fera sentir.

Ainsi, de manière exceptionnelle, il est possible au coroner en chef d'ordonner la tenue d'une enquête publique lorsque l'utilité d'une telle enquête est démontrée, soit pour entendre des témoins ou pour entendre un expert sur un sujet particulier.

Car, faut-il le rappeler, l'enquête du coroner n'est pas une plénière ou un forum chargé de tenir une consultation publique comme celui dans lequel vous investissez vos énergies ici aujourd'hui.

La mission du coroner enquêteur est de découvrir la vérité factuelle qu'une investigation rigoureuse préalable n'a pu mettre pleinement en lumière et ce sont de ces vérités factuelles que découleront les recommandations potentielles.

En ce sens, la perspective de voir les enquêtes indépendantes faites sur le terrain, en vertu de la *Loi sur la police*, en habilitant le ministre à fixer les paramètres de déclenchement et le fonctionnement ainsi que la création d'un bureau civil chargé de surveiller le déroulement impartial de telles enquêtes, est bien accueillie au sein de mon organisation. Dans l'état actuel du droit, le coroner doit pouvoir confier les enquêtes et les compléments demandés à un agent de la paix.

En parallèle, nous nous sommes d'ailleurs donné la mission de toujours mieux documenter le processus de l'enquête publique du coroner. La formation continue et les outils d'aide à la décision dans l'administration de l'instance sont au centre des activités de préparation que nous avons entreprises. Une loi annotée et un guide de l'enquête publique découleront de nos travaux.

Soulignons que dans quelques provinces canadiennes et dans plusieurs états américains, mes collègues coroners ne sont pas nécessairement médecins ou juristes. Ils proviennent de domaines aussi variés que les sciences infirmières ou policières, la thanatologie, le monde des affaires et le travail social.

Des coroners non-juristes, tiennent donc des enquêtes publiques sur la foi d'un entraînement parfois de quelques semaines, voire seulement de quelques jours, portant sur la conduite d'une instance inquisitoire dans le respect des règles de justice fondamentale. Le coroner non-juriste mène l'enquête et balise même le travail de jurés chargés, entre autres, de formuler des recommandations sur la foi de la preuve entendue. Force m'est donnée de constater que cette façon de faire fonctionne généralement à la satisfaction de la population concernée.

C'est en s'inspirant de ces exemples que mon organisation est à la tâche pour développer un outil de travail regroupant les bonnes pratiques dont un coroner qui présiderait une enquête devrait s'inspirer pour mener les travaux qui lui sont confiés. Si une enquête publique devait être déclenchée, l'élaboration des tenants et aboutissants de l'instance bénéficierait donc de lignes directrices pour aider tout coroner dans son mandat.

Le guide en préparation comprendra à la fois des pratiques de gestion administrative et juridique de l'instance, allant de

la préparation préliminaire en vue de l'annonce du déclenchement d'une enquête publique, jusqu'à la diffusion publique du rapport final, en passant par la sélection des témoins, des personnes intéressées, des experts et des documents fournis lors des auditions.

Ce guide, allié à des points de repère concernant le statut de personnes intéressées et les moyens financiers qui seraient rendus disponibles pour assurer une assistance juridique aux familles endeuillées, créeraient un climat propice à la conduite optimale d'enquêtes publiques tant par les coroners enquêteurs permanents que par les coroners nommés pour des mandats ad hoc.

En ce sens, vous l'aurez compris, nous accueillons aussi favorablement la venue possible, si l'Assemblée nationale y faisait voie, d'un pouvoir réglementaire qui accorde, dans les cas et aux conditions à déterminer, une aide financière à la famille d'une victime afin de pourvoir au remboursement de frais qu'elle a engagés pour des services d'assistance et de représentation juridiques lors d'une enquête publique tenue sur un événement à l'origine d'une enquête indépendante.

Cependant, ce privilège devrait être accordé à une famille endeuillée par le coroner en chef sur la recommandation que lui soumettrait le coroner chargé de présider l'enquête. Le coroner en chef pourrait donc donner suite ou non à cette recommandation, en appliquant les normes élaborées dans

un règlement à venir. Car, en définitive, en termes d'administration publique et financière, c'est le coroner en chef, dirigeant de l'organisme, qui est responsable des engagements financiers et des paiements qui en découlent.

Il apparaît non seulement possible, mais nécessaire, selon nous, qu'une conciliation s'opère entre la saine gestion des finances publiques, notamment par le plafonnement des sommes dévolues à la réalisation d'une enquête publique de coroner et l'assurance de la transparence du processus inquisitoire et ce, dans le plus grand respect des principes de justice naturelle qui constituent la trame de fond d'une telle enquête publique.

Comment ce plafonnement devrait-il être élaboré, quelles en seraient les balises, combien de jours de séance seraient remboursables ou quelle serait la gamme des actes juridiques pouvant faire l'objet d'un remboursement ?

Nous vous soumettons que le règlement devrait prévoir que seuls les frais encourus lors des journées d'audition de l'enquête publique du coroner devraient être considérés remboursables.

Le règlement devrait exclure expressément notamment les frais pour la préparation du dossier, ne pas inclure non plus les frais d'assistance et de recherche du procureur, ni prévoir de couverture d'assistance financière en cas de recours extraordinaires. En outre, un nombre de jours maximum

devrait être prévu et chaque journée assortie d'une indemnité journalière.

Permettez-moi de terminer en vous soulignant que vous pouvez être assurés de l'entière collaboration du Bureau du coroner pour soutenir les décideurs dans leurs réflexions.

Je vous remercie de votre attention, nous sommes maintenant prêts à répondre à vos questions.

Décès de civils associés à des interventions policières, Québec, 2000-2009*

	Investigation	Enquête publique par un coroner permanent	Enquête publique par un coroner <i>ad hoc</i>	Total
Collision de véhicule à moteur	53	3	0	56
Suicide	23	0	0	23
Décharge d'arme à feu d'un policier	18	1	0	19
Intoxication accidentelle	13	0	0	13
Chute accidentelle	5	0	0	5
Noyade accidentelle	3	0	0	3
Homicide par un autre civil	2	0	0	2
Autre décès traumatique	4	0	0	4
Mort naturelle	1	0	0	1
Total	122	4	0	126

* D'après les rapports de coroner terminés. Deux enquêtes publiques sur des décès associés à des interventions policières sont en cours, concernant les décès de M. Michel Berniquez (coroner permanent) et de M. Fredy Villanueva (coroner *ad hoc*).

Décès de civils dans un poste de police, 2000-2009*

	Investigation	Enquête publique par un coroner permanent	Enquête publique par un coroner <i>ad hoc</i>	Total
Suicide	14	0	0	14
Intoxication accidentelle	1	1	0	2
Mort naturelle	1	0	0	1
Total	16	1	0	17

* D'après les rapports du coroner terminés.